

monde atteignaient à peu près 125 milliards de dollars américains⁴. Dans certains de ces pays, les dépenses militaires et l'APD reçue représentent des parts semblables des revenus nationaux. Bien que, depuis toujours, l'APD ait été plus grande par habitant dans les pays du tiers monde dépensant plus dans le secteur militaire, les pays donateurs se demandent maintenant si une relation inverse ne serait pas plus appropriée, notamment du point de vue du développement⁵.

Le meilleur conseil que l'on puisse donner à ceux qui analysent les dépenses militaires des pays en développement, et en particulier à ceux qui dressent des comparaisons entre les pays, consiste à leur recommander de s'en tenir à des analyses simples et de se fier surtout à des données agrégées. Il importe de reconnaître que l'on ne peut en aucune façon compenser les inexactitudes des données et que les données existantes ne fournissent que des jalons des plus rudimentaires. Comme il est déjà fort difficile de recueillir ne serait-ce que des statistiques fondamentales telles que le PIB, il est certain que des erreurs et des omissions nombreuses terniront tout autre élément plus circonscrit, tel que la part des fonds publics consacrée à l'éducation ou à la santé.

Tout compte fait, il faut aussi une évaluation non numérique des dépenses militaires de chaque pays. En ne se concentrant que sur les calculs numériques de ces dépenses, sans prendre en considération le contexte social ni le dossier de la sécurité aux niveaux national et international, on risque d'en arriver à des conclusions erronées. Les données sont silencieuses sur de trop nombreux facteurs se rapportant au rôle de l'appareil militaire et au processus de développement, et, même si elles existaient, elles n'en diraient pas plus long à ces égards.

⁴ Voir PNUD, *op. cit.*, p. 51.

⁵ Un élément vital du débat sur les dépenses militaires et le développement concerne le rapport existant entre l'aide extérieure et ces dépenses. Des analystes estiment qu'il faudrait réduire l'aide accordée aux pays qui ne ramènent pas leurs dépenses militaires à un seuil bien précis, par exemple 2 % du PIB. Voir R.S. McNamara, « The Post-Cold War World : Implications for Military Expenditure in Developing Countries », dans *Actes de la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement, 1991*, Banque mondiale, Washington D.C., mars 1992, p. 107.